



27 janvier 2022: journée de mobilisation nationale et interprofessionnelle
L'urgence est sociale et environnementale !
Tous ensemble,
gagnons les réponses à nos revendications !

Dans le pays comme en Gironde une dynamique de mobilisation bien légitime s'est installée depuis la fin de l'année 2021 notamment sur les questions des salaires et des emplois qui sont pour les travailleurs et les travailleuses des urgences.

Les hommes et femmes qui portent à bout de bras des services publics essentiels et pourtant au bord du gouffre avec les politiques menées comme ceux de la santé, de l'éducation nationale, se sont encore exprimés avec force en ce début d'année.

Beaucoup d'autres agissent collectivement pour être entendus par leur dirigeant d'entreprise. Les multiples actions de grève à Dassault, à Stryker, dans l'Énergie, au CEA Cesta et à l'Association des Paralysés de France en Gironde en sont une illustration.

Ces luttes sont la fierté du monde du travail.

Elles mettent en avant les nécessaires augmentations de salaires, le point d'indice, les pensions de retraites, des allocations pour les privés d'emplois, pour pouvoir vivre dignement.

Ces mobilisations ne demandent qu'à s'élargir.

La journée de mobilisation nationale, unitaire et interprofessionnelle du 27 janvier doit en être une occasion.

Elle doit permettre au monde du travail de porter dans un « tous ensemble », une voix forte et nécessaire dans la période.

Dans ce contexte de campagne électorale présidentielle, beaucoup tentent d'occulter l'urgence des réponses à donner aux besoins sociaux et environnementaux qui percutent au quotidien nos vies et menacent notre futur.

Les mesures liberticides (pass-sanitaire puis maintenant pass-vaccinal), les « petites phrases » qui poussent à la division ou les chiffons rouges agités autour des questions migratoires, veulent détourner de l'essentiel : l'urgence est de gagner une justice sociale répondant à l'intérêt général.

Les travailleurs et les travailleuses ne sont pas dupes de ces tentatives faites pour les détourner de la réalité qu'ils vivent. Les prix de l'énergie, des fruits et légumes, des transports, des carburants, des services publics pèsent de plus en plus lourdement dans les budgets.

La justice sociale pour la CGT doit se traduire par une juste répartition des richesses.

Augmentation significative des salaires et réduction du temps de travail à 32h hebdomadaire sont des propositions concrètes et crédibles.

Obtenir une meilleure répartition des richesses créées par le travail, est un des enjeux de notre société.

Le jeudi 27 janvier 2022
MOBILISÉ.E.S par la GRÈVE et la MANIFESTATION
À Bordeaux à 11h30, place de la République



Pétition pour l'augmentation des salaires

Cet enjeu de société pour la CGT, le rapport d'Oxfam du 17 janvier dernier le rappelle également, chiffres à l'appui.

Le creusement des inégalités est inédit dans cette crise sanitaire.

Non seulement les plus riches n'ont pas été impactés par la crise, mais ils en ont profité. Cet enrichissement s'explique principalement du fait que les plus riches ont été les premiers bénéficiaires de l'argent public déversé sans contrepartie aux entreprises.

Ainsi, les 5 plus grosses fortunes françaises ont vu leur fortune augmenter de 173 milliards d'euros entre mars 2020 et octobre 2021, soit un bond de 105%. À lui seul, Bernard Arnault a vu sa fortune augmenter de près de 100 milliards d'euros. 100 milliards c'est ce que propose E. Macron pour son plan de relance pour tout le pays... Un plan de relance bien insuffisant. C'est un plan de rupture d'une autre ampleur dont nous avons collectivement besoin pour répondre aux urgences sociales et environnementales.

Au-delà de ces inégalités entre les milliardaires et le reste de la population, le plus meurtrier aujourd'hui ce sont les conditions de vie de milliards de personnes dans les pays les plus pauvres du monde notamment par manque d'accès aux soins. Le dernier exemple en date concerne l'accès aux vaccins contre le covid.

Sur ce point, le refus notamment français de la levée des brevets qui prive des milliards de personnes d'y avoir accès est un véritable scandale.

La lutte contre l'épidémie est compromise pour garantir les profits de quelques uns.

L'inégalité de la répartition des richesses a aussi des conséquences très négatives sur notre environnement. 20 milliardaires parmi les plus riches du monde émettent 8 000 fois plus que le milliard de personnes les plus pauvres du monde.

Cela démontre que la logique économique d'ensemble doit changer radicalement de direction pour se diriger vers une juste répartition des richesses.

La crise écologique que nous allons devoir affronter nécessite des investissements massifs et la réduction drastique du niveau de vie des plus riches pour l'élévation du niveau de vie de tous et toutes.

Pour que les travailleurs et les travailleuses puissent vivre dignement de leur travail, une augmentation générale des salaires est nécessaire. Le gouvernement peut décider d'augmenter le Smic que nous revendiquons à **2 000 euros brut par mois**. Il peut organiser dans le même temps l'automatisme des revalorisations au niveau des branches sur cette base. Il peut réduire **le temps de travail hebdomadaire à 32h sans perte de salaire** pour le bénéfice de tous..

Les services publics sont notre patrimoine commun, il est nécessaire de les renforcer et d'adopter une logique qui s'intéresse d'abord aux besoins et rompre avec la logique libérale qui les détruit.

Il est nécessaire de rétablir une imposition spécifique aux grandes fortunes, de revenir sur les niches fiscales climaticides ou encore de lutter contre l'évasion fiscale des multinationales.

Plutôt que des baisses d'impôts sans condition, l'argent public doit plutôt être mobilisé pour investir dans une ré-industrialisation et un aménagement du territoire en phase avec les enjeux environnementaux, et ce sans attendre.

Sur ces derniers points en Gironde, les situations concernant l'avenir de la papeterie de Bègles, de l'industrie automobile (Magna à Blanquefort), de l'aérospatial à Mérignac ou le rétablissement de la ligne ferroviaire Blaye-Bordeaux sont des exemples concrets

Pétition pour faire du vaccin un bien public mondial



**Pour les salaires, l'emploi,
les conditions de travail et mes droits.
Je me syndique sur le site CGT.fr**